

estimer l'élargissement du droit de vote qui enfin, à partir de la troisième république en France (1871) et de la loi de la représentation du peuple en Angleterre (1884), donne aux classes populaires une force électorale suffisante pour obliger les partis et l'élite à en tenir compte. Le second chapitre de cette partie analyse comment l'Église catholique au Québec a intégré le discours libéral sur la pauvreté pour se permettre d'occuper une place hégémonique dans les affaires sociales. Bien que les citations d'Alexis de Tocqueville soient nombreuses au début, c'est le chapitre le plus « québécois » du livre et donne une bonne synthèse de l'évolution du discours légitimant les œuvres catholiques. Mais le Québec n'est pas uniquement catholique à cette époque et aussi bien les réactions du clergé que l'élaboration de son discours sont profondément influencées par l'anticléricalisme en Europe, la concurrence avec les protestants à tous les niveaux, et la véritable rupture qu'est la transition du gallicanisme à l'ultramontanisme.

Au terme de cette lecture, je reste déçu devant le peu de résultats concrets de tant d'efforts de la part de l'auteur car j'ai le sentiment d'avoir très peu appris. Au départ, je ne suis pas convaincu du caractère démocratique et populaire des révolutions du tournant du XIX<sup>e</sup> siècle que je qualifierai de bourgeoises, mais je suis d'accord que la rupture du discours libéral traditionnel arrive vers 1870–1880 au moment où l'élargissement du droit de vote permet l'émergence de véritables partis de gauche qui représentent les forces populaires et démocratiques. Il reste à savoir lequel des nouveaux partis ou des sciences sociales contribue le plus à modifier le discours. Si les lectures internationales de l'auteur sont impressionnantes, il manque des incontournables comme les travaux de Peter Lindert sur l'émergence de la couverture sociale en Occident. À moins de vouloir s'enfermer dans une tour d'ivoire personnelle, la bibliographie québécoise mériterait d'être plus complète et une tentative devrait être faite d'engager un débat fertile avec cette historiographie. Parler de pauvreté au Québec sans évoquer les Amérindiens et en prétendant qu'il n'y a pas assez d'études pour traiter du cas des femmes étonne tout simplement de nos jours. Et, contrairement à l'auteur, je pense qu'il faut tenir compte des réalités et des contextes vécus pour ne pas se laisser emporter et emprisonner par les discours. Enfin, il est regrettable que cette étude, d'une lecture souvent ardue, n'ait pas bénéficié d'un travail sérieux d'édition pour éviter les redites et resserrer l'argumentation.

John A. Dickinson  
*Université de Montréal*

FLEMING, Patricia, Gilles GALLICHAN et Yvan LAMONDE (dir.). — *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada. Des débuts à 1840* (vol. I), Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, 566 p.

L'équipe de recherche du grand projet concerté *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada / History of the Book in Canada* propose un ouvrage de référence désormais incontournable pour qui s'intéresse au livre et à l'imprimé au Canada. Le livre, qui sera complété par deux autres volumes d'ici la fin de 2006 (1840–1918 et 1918–

1980), offre un parcours en sept parties qui mène de l'époque du Nouveau Monde à celle du Haut et du Bas-Canada (« L'imprimé et le Nouveau Monde »; « L'imprimerie en Amérique du Nord britannique »; « La diffusion du livre et de l'imprimé »; « Lecteurs et collectionneurs »; « Les usages de l'imprimé »; « L'imprimé et l'autorité »; « Les auteurs et la culture littéraire »). Il est agrémenté d'illustrations et présente des index, liste d'abréviations et chronologie qui en facilitent grandement la consultation. L'objet d'études est d'une ampleur considérable : il ne s'agit pas seulement, en effet, de traiter du livre en format codex, mais bien d'étudier le rôle de l'ensemble des documents imprimés au Canada, des journaux aux formulaires, en passant par les partitions musicales, les affiches, les annonces et les périodiques, entre autres.

Si le plus ancien imprimé au Canada a paru en 1752 (*Halifax Gazette*), il n'en demeure pas moins que l'imprimé circulait déjà bien avant sur le territoire, à commencer par les représentations iconiques dont se sont servi les tribus autochtones pour communiquer, puis les images qui ont joué un rôle de premier plan dans la mission d'évangélisation des missionnaires européens en Nouvelle-France. Dès 1534, les *relations* des explorateurs (dont Cartier et Champlain) et des missionnaires (on pense surtout aux Jésuites et aux Récollets) participent pour leur part à un nouveau créneau de l'édition européenne, qui se constitue autour de textes décrivant les paysages et les habitants de la nouvelle colonie. On retrouve de même des textes en anglais sur le Nouveau Monde, notamment des livres de voyages et d'exploration. Enfin, le choix de livres offerts chez les marchands et dans les bibliothèques des colonies demeure modeste, et leur circulation (surtout par le prêt) s'effectue par des voies contrôlées par les autorités religieuses, qui exercent déjà une censure sur la lecture.

Dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, des imprimeurs – notamment venus de Boston et Philadelphie – commencent à s'installer, d'abord en Nouvelle-Écosse (dès 1752), puis à Québec (1764) et à Montréal (1785). Ils connaissent pour la plupart des difficultés financières liées au contexte de pauvreté de l'époque, et doivent par conséquent multiplier les stratégies commerciales pour assurer leur survie (vente de livres et d'articles de papeterie, publication de manuels, d'almanachs, d'annonces, d'affiches). C'est donc par la circulation de ces documents de diverses natures que se développe peu à peu un certain goût pour la lecture dans les colonies.

Cela dit, comme la population reste peu nombreuse et que les moyens de faire circuler l'imprimé demeurent limités, c'est l'importation plutôt que la production locale qui fournira aux lecteurs la plupart des textes imprimés au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle. Vers 1815, la librairie gagne en autonomie. Elle devient non seulement un lieu où se procurer des livres, mais aussi un « lieu de sociabilité » (p. 143) où se rencontrent entre autres marchands, membres du clergé, seigneurs, fonctionnaires et gens de professions libérales, contribuant du coup, comme le font les bibliothèques de location et les cabinets de lecture, à l'essor et à l'organisation de la vie culturelle et intellectuelle.

L'alphabétisation représente par ailleurs une condition essentielle au développement d'une culture du livre et de l'imprimé. Or l'éducation est à l'époque essentiellement réservée à l'élite urbaine, et l'enseignement de la lecture et de l'écriture gagne très lentement les campagnes, notamment grâce aux écoles du dimanche organisées par les paroisses. Les livres demeurent néanmoins chers et rares, et leur disponibilité

est tributaire des arrivages d'Europe qui sont interrompus durant la saison hivernale. L'imprimé – journaux, périodiques, magazines, affiches, images – reste tout de même un facteur de premier plan dans la vie sociale. Ce sont surtout les publications d'ordre public et administratif qui assurent la rentabilité des entreprises d'imprimerie.

Les pouvoirs politique et religieux entretiennent avec l'imprimé des rapports problématiques. Si l'imprimé apparaît pour l'un et pour l'autre un outil de promotion et de légitimation, il devient à d'autres égards une menace, puisqu'il favorise les mouvements de contestation en permettant la circulation de textes diffusant des « idées nouvelles, parfois inquiétantes » (p. 8). D'où la nécessité d'exercer une censure – l'interdiction des « mauvais livres », par exemple –, qui sera toutefois difficile à faire respecter malgré les conséquences possibles pour les contrevenants.

C'est dans ce contexte qu'est véritablement née la littérature canadienne. En effet, des textes d'auteurs locaux, inspirés par des modèles littéraires européens, ont d'abord été publiés dans les journaux et dans les magazines – qui, on le sait, comblaient l'absence de textes européens en saison hivernale par la diffusion de textes locaux. Le public lecteur étant peu nombreux, on improvisait des séances de lecture dans les lieux publics. La culture littéraire, qui en est à ses premiers balbutiements, baigne alors dans l'univers du conte, de la légende et de la chanson.

Il est à toutes fins pratiques impossible de rendre justice au travail monumental accompli par l'équipe réunie par Fleming, Gallichan et Lamonde en quelques lignes. Malgré la densité du propos et son caractère savant, le parcours historique détaillé qu'ils proposent plaira tout autant, me semble-t-il, aux chercheurs et au grand public intéressés par l'histoire du Québec et du Canada. C'est là une qualité qu'on peut rarement attribuer aux travaux universitaires de cette envergure.

Sophie Marcotte  
*Université Concordia*

GRIFFITHS, N. E. S — *From Migrant to Acadian: A North American Border People, 1604–1755*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2005. Pp. 633.

Naomi Griffiths has produced a detailed political chronology in support of her overall thesis, that “it is the Acadians’ own unique historical experience that is the foundation of their identity” (p. xviii). Her work is comprehensive, considering both French and British imperial conditions, and brings into one compelling narrative the diverse individuals and events that together composed Acadia before the Deportation in 1755. The result of a lifetime of scholarship on the Acadians, this book seeks to define Acadian identity as based on the experience of a migrant people within the imperial contexts and contingencies of a colonial borderland. Griffiths presents us with an even-handed account. For instance, her important emphasis that in the eighteenth century both British and French “assessed the Acadians not as a community to be understood but as an obstinate peasantry to be brought to a proper sense of their obligations” (p. 419) draws attention to the often omitted parallel *dérangement*